PARIS (MPE-Média) – Une délégation de la CGT métallurgie a été reçue à la fin mai par la Commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les situations de la sidérurgie en France et en Europe. Extraits.

Trois dossiers (acier, aluminium, cuivre et laiton) ont été principalement abordés lors de cet échange entre les syndicalistes de la CGT et les Députés membres de la Commission que préside M. Jean Grellier, Député PS des Deux-Sèvres.

La CGT nous déclare avoir « pointé l'urgence d'une intervention publique sur plusieurs dossiers très chauds » que leur porte-parole décrit de la façon suivante :

1. « La stratégie ArcelorMittal, et notre indignation face au projet industriel totalement incohérent mis en place

avec la collaboration du gouvernement. Restructuration qui non seulement ampute le site de Florange et Basse Indre mais affaiblit l'organisation de l'ensemble des sites du groupe en France, les rendant de fait sous capacitaires face à la demande d'acier. Idem pour Ascométal, en proie à des restructurations guidées uniquement par des exigences de rentabilité, au détriment d'une logique industrielle et de réponse aux besoins.

2. Les menaces sur le site de Saint-Jean-de-Maurienne du groupe Rio Tinto dans l'aluminium. Site dont le groupe souhaite se désengager pour « insuffisance de rentabilité », alors que le site est performant et qu'il bénéficie d'un centre de recherche à la pointe.

3. La nouvelle fragilisation de la filière cuivre et laiton, avec l'annonce de fermeture de la fonderie du site Givet (Ardennes) au sein du groupe KME leader européen dans la transformation du cuivre. Nous dénonçons ces restructurations considérant que cette filière est porteuse de débouchés en terme de développement durable et d'économie circulaire, ce métal ayant une recyclabilité parfaite. Là aussi, des projets alternatifs, portés par les organisations syndicales et les salariés existent. »

La CGT a déclaré aux Députés qu'il était nécessaire :

« D'exiger des contreparties aux aides publiques octroyées à ces entreprises, leviers d'intervention de l'Etat et des régions.

De créer un pôle public financier permettant l'accès à des prêts de longue durée pour les investissements lourds que nécessitent les développements, notamment pour les PME du secteur.

De légiférer pour de nouveaux droits d'intervention des salariés au plus près des prises de décisions, avec un droit suspensif des CE pour une prise en compte effective des alternatives développées avec les salariés.

De contraindre ces secteurs à renouveler leurs compétences par l'embauche en CDI, étant donné qu'ils sont confrontés à des départs massifs en retraite.

D'améliorer les conditions de travail et les salaires de ces filières pour leur permettre d'être attractives auprès des jeunes.

De contraindre ces filières à développer de manière beaucoup plus forte les programmes de formation.

D’exiger un effort en recherche/développement plus important qu’il ne l’est actuellement, à la fois au sein

des groupe et au niveau de la recherche publique. »

« Il y a urgence. L’avenir de ces filières et de l’industrie française en dépendent », conclut la CGT qui dit attendre de la Commission d’enquête « autre chose qu’un état des lieux mais des propositions législatives pour une ingérence de l’Etat et des régions » dans ces différents dossiers.

La Rédaction

SOUSCRIPTIONS, LIENS COMMERCIAUX SUR MPE-M
« MATIERES PREMIERES ENERGIES MEDIA »
TARIFS DES SOUSCRIPTIONS A LA LETTRE ET AU SITE INTERNET MPE-MEDIA :
LETTRE MPE-MEDIA + SITE WEB: 690€ HT/AN, 1.350€ HT/2 ANS
LETTRE MPE-MEDIA*: 395€ HT/AN, 750€ HT/2 ANS
SITE WEB MPE-MEDIA* : 295€ HT/AN, 550€ HT/2 ANS
*PRIX DE BASE POUR DEUX ADRESSES DE COURRIEL PAR ENTREPRISE, TARIFS DEGRESSIFS POUR 3 A 10 ADRESSES ET PLUS
MPE MEDIA
TARIFS DE LA PUBLICITE, DES MESSSAGES COMMERCIAUX OU « CORPORATE » DES ENTREPRISES :
LIEN COMMERCIAL DIRECT DE WWW.MPE-MEDIA A VOTRE SITE : 990€ HT/AN, 1.800€ HT/2 ANS + AD
PUBLICITES SUR LETTRE & LE SITE WEB MPE-MEDIA : 90€ HT/LETTRE, 990€ HT/AN (12 EDITIONS/
PAIEMENT SUR FACTURE ENVOYÉE À RECEPTION DES COMMANDES
RENSEIGNEMENTS ET DEMANDE DE SOUSCRIPTIONS A ADRESSER A :
MPE-MEDIA EDITIONS
TEL : +336 60 58 89 26
contact@mpe-media.com
www.mpe-m